

ÉCONOMIE

CONFIANCE

SUITE DE LA PAGE B 1

progressé, passant de 6,9 % à 7,6 %. La part des ménages jugeant «difficile» de trouver un travail a légèrement reculé, à 47,9 % (contre 48,8 % en mars), mais la proportion de ceux jugeant les offres d'emplois «abondantes» a également baissé, à 4,5 % (contre 4,7 % en mars).

PIB en baisse

Cette remontée de la confiance survient alors que l'économie américaine est appelée à afficher une contraction pour le troisième trimestre d'affilée lors des trois premiers mois de l'année et si ce nouveau recul ne fait pas débat, les analystes se demandent si la récente embellie, attestée par nombre d'indicateurs, se traduira dans les chiffres.

Selon le consensus des économistes, le département du Commerce devrait annoncer aujourd'hui que le PIB américain a reculé de 4,7 % en rythme annuel de janvier à mars. Mais certains responsables de la Banque centrale ont estimé récemment que l'activité pourrait avoir reculé aussi vite, voire un peu plus rapidement, qu'au dernier trimestre de 2008.

Après une baisse de 0,5 % au troisième trimestre de 2008, le PIB américain a reculé de 6,3 %

d'octobre à décembre, selon les chiffres définitifs du ministère, soit une chute sans pareille depuis le premier trimestre de 1982. Celle-ci a été entraînée en premier lieu par un effondrement de l'investissement (-23 % en rythme annuel), ainsi que par un recul des dépenses de consommation (-4,3 %), qui assurent en temps normal les deux tiers de la croissance américaine.

Les analystes estiment que les dépenses de consommation se sont redressées au premier trimestre, mais que l'investissement a continué de plonger. «Bien que les dépenses de consommation devraient avoir progressé légèrement [+1,4 %], toutes les autres composantes clés de la dépense devraient avoir baissé fortement», estiment les économistes d'IHS Global Insight dans une note.

Jugeant que le PIB devrait avoir reculé de 6,5 % au premier trimestre, ils estiment que l'investissement des entreprises et des ménages a reculé de plus de 30 % et que les dépenses publiques (du gouvernement fédéral, comme des États fédérés et des collectivités locales) ont elles aussi diminué, avis que contestent d'autres économistes.

Un autre facteur devrait avoir contribué fortement au recul de l'activité: le déstockage des entreprises. Mais cette réduction des stocks est largement perçue comme une étape de purge indispensable pour permettre à

l'économie de repartir. Un des points de désaccord entre les analystes porte sur l'ampleur de la contribution du commerce extérieur à la croissance, même s'il semble acquis que celle-ci a été positive, les importations ayant chuté plus fortement que les exportations.

Joseph Brusuelas, analyste de Moody's economy.com, s'attend pour sa part à un recul du PIB au deuxième trimestre, mais à un rythme «bien plus faible que celui observé au cours des six derniers mois».

Pour la seconde moitié de l'année, l'incertitude est grande, prévient-il, et beaucoup dépendra de la stabilisation, ou non, du nombre des licenciements.

La publication des chiffres du PIB pour le premier trimestre arrive alors que les pronostics les plus divers circulent quant à l'évolution de l'économie américaine dans les mois à venir. Les États-Unis sont entrés officiellement en récession en décembre 2007, et la contraction de l'activité est devenue la plus longue connue par le pays depuis la grande crise de 1929.

Dans ses *Perspectives économiques mondiales de printemps*, le Fonds monétaire international (FMI) s'est montré très pessimiste pour la première économie mondiale, estimant qu'elle ne renouerait avec la croissance que courant 2010.

Agence France-Presse

MEXIQUE

SUITE DE LA PAGE B 1

les risques d'une pandémie. Cette mesure draconienne touche quelque 5000 clients et passagers ainsi qu'une vingtaine d'employés de Transat et de ses filiales Air Transat, Vacances Transat et Nolitours au Canada et Look Voyages en France. Plusieurs vols sont en outre prévus pour ramener employés et clients au Canada.

Air Canada et Vacances Air Canada suspendent pour leur part toutes leurs opérations à destination de Cancun, Cozumel et Puerto Vallarta jusqu'au 1^{er} juin. Les vols prévus pour ramener les passagers actuellement en vacances dans un de ces endroits seront cependant exploités selon l'horaire prévu, jusqu'au 4 mai.

«Compte tenu de la demande actuelle», Air Canada continuera d'exploiter ses vols à destination de Mexico, a-t-on précisé par voie de communiqué. Les clients détenant des réservations pour un vol au départ ou à destination de Mexico prévu d'ici le 6 mai «peuvent toutefois effectuer de nouvelles réservations ou annuler leurs réservations».

Pour le moment, difficile d'évaluer l'impact financier de toutes ces mesures. Le porte-parole de Transat, Jean-Michel Laberge, a tout de même insisté sur le fait que le nombre de vols en direction du Mexique connaît une diminution majeure à ce temps-ci

de l'année, après l'achalandage qui marque les rudes mois d'hiver que nombre de Canadiens veulent fuir en se rendant par exemple à Cancun.

Qui plus est, Transat a indiqué hier que ses clients pourront choisir de reporter leur départ. Cependant, si le prix du nouveau forfait est plus élevé que celui du voyage initialement prévu, «le passager devra déboursier la différence». Si le prix est inférieur à celui du voyage prévu, «il n'y a aucun remboursement». Des conditions similaires s'appliquent pour ceux qui ont réservé auprès de Vacances Air Canada un séjour à Cancun, à Cozumel ou à Puerto Vallarta entre le 28 avril et le 1^{er} juin. Les voyageurs qui ont opté pour Transat pourront également choisir une autre destination.

Il s'agit là d'un autre coup dur pour un secteur touristique déjà malmené par une crise économique mondiale qui refroidit les ardeurs des touristes, a indiqué pour sa part le responsable des communications de l'Association canadienne des agences de voyages, Donovan Gaudette. «Heureusement, a-t-il poursuivi, ça ne s'est pas passé pendant la semaine de relâche hivernale, parce qu'on aurait eu des centaines de milliers de personnes éparpillées partout au Mexique. A ce temps-ci de l'année, il y a beaucoup moins de monde qui voyage.»

Il a toutefois prédit que cette crise pourrait bien avoir, pour le Mexique, le même genre de conséquences négatives qu'avait connues le Canada à la suite de la crise du SRAS. Déjà, de nombreux pays déconseillent à leurs

ressortissants de se rendre au Mexique et plusieurs voyageurs ont suspendu leurs activités à destination de ce pays.

Assuré ou non?

Pour le moment, les autres vacanciers qui ont acheté un voyage au Mexique mais qui ne veulent plus y aller en raison de la grippe porcine doivent se rabattre sur les provisions d'annulation de leur contrat. En effet, aussi longtemps que les voyages ne sont pas carrément interdits dans un pays, la Loi sur la protection du consommateur n'offre aucune protection. Certains de ces contrats ne permettent aucune annulation et la somme déboursée sera donc entièrement perdue. D'autres permettent des annulations avec une pénalité.

Du côté des assurances voyages, tout dépend du moment de l'achat. «Tous ceux qui sont en voyage ou qui avaient acheté leur assurance annulation avant [que ne soit émis l'avis de Santé Canada déconseillant de se rendre au Mexique] sont couverts», a assuré François Morel, conseiller de Mise en marché assurances voyages chez Desjardins.

Michel Courtemanche, de la Croix-Blanche, précise de son côté que les assurances annulation ou interruption couvrent habituellement les frais «non remboursables», notamment ceux des compagnies aériennes ou des tours nolisés. Et quelqu'un qui serait tombé malade au Mexique en raison de la grippe porcine serait toujours assuré.

Le Devoir

CARRIÈRES ET PROFESSIONS


MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL
 Québec

Afin de mieux passer à la prochaine étape de son développement et de son rayonnement, le Musée d'art contemporain de Montréal est à la recherche de son prochain ou de sa prochaine

DIRECTEUR GÉNÉRAL OU DIRECTRICE GÉNÉRALE

Sous l'autorité du conseil d'administration, vous serez appelé à relever plusieurs défis afin que le Musée puisse conserver, voire améliorer son positionnement parmi les grands musées du monde de sa catégorie. Vous aurez la responsabilité générale de la planification, de la gestion, de la coordination et de la supervision des activités et du personnel du Musée. Ce personnel, au nombre d'environ 80, sans compter de nombreux occasionnels, est réparti en cinq directions : artistique et éducative, finances et ressources matérielles, communications, ressources humaines, développement-financement.

Pour la version intégrale de cette annonce, vous pouvez consulter le site www.kenniffracine.com.

Le comité de sélection examinera les candidatures à compter de la fin du mois de mai 2009. Si vous croyez posséder le profil recherché, n'hésitez pas à soumettre votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre d'intérêt, à :

Monsieur Patrick Kenniff, Kenniff & Racine inc.,
 1010, rue Sherbrooke O., bureau 602, Montréal (Québec) H3A 2R7
 ou par courriel à pkenniff@kenniffracine.com.

Les informations reçues seront traitées en toute confidentialité.
 Le Musée d'art contemporain pratique l'équité en matière d'emploi.


Kenniff & Racine
 RECHERCHE DE CADRES

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS), université de recherche et de formation de 2^e et 3^e cycles, sollicite des candidatures pour le poste de directrice ou de directeur du Service des communications.

L'INRS est un réseau évolutif composé de quatre centres de recherche, dont le budget annuel s'élève à plus de 117 millions de dollars, comprenant 56 millions de dollars en revenus externes générés par près de 160 professeurs-chercheurs. L'INRS se distingue par une recherche thématique, des partenariats et des mises en réseaux d'expertises, par la multidisciplinarité de ses approches scientifiques, de même que par la diversité de ses équipes de professeurs-chercheurs, et ce, tout en assurant le transfert des connaissances et des technologies dans l'ensemble des secteurs où il œuvre.

Pour plus d'information sur les activités de l'INRS, consultez le site www.inrs.ca

Nous sommes présentement à la recherche d'une ou d'un

DIRECTRICE OU DIRECTEUR DU SERVICE DES COMMUNICATIONS

À titre de directrice ou de directeur du Service des communications, vous assurerez un leadership institutionnel dans le développement et la mise en œuvre des stratégies de communication et de promotion auprès des clientèles externes et internes de l'INRS.

La description complète du poste est disponible sur notre site Internet dans la section : Offres d'emplois. Votre candidature devra être accompagnée d'un curriculum vitae et transmise avant le 16 mai 2009, à :

Monsieur Jacques Pelletier
 Directeur du Service des ressources humaines
 Institut national de la recherche scientifique
 490, rue de la Couronne
 Québec (Québec) G1K 9A9
pelletier.dotation@adm.inrs.ca

L'INRS souscrit au principe de l'égalité en emploi.

WWW.INRS.CA

Centre - Eau Terre Environnement
 Centre - Énergie Matériaux Télécommunications
 Centre - INRS-Institut Armand-Frappier
 Centre - Urbanisation Culture Société


INRS
 Université d'avant-garde

COMMERCE

SUITE DE LA PAGE B 1

vie des travailleurs et l'aide aux travailleurs victimes de la libéralisation du commerce.

Dans ce dernier cas, la recherche a démontré qu'il était très difficile, voire impossible, de faire la différence entre ceux qui sont victimes de la mondialisation et ceux qui perdent leurs emplois pour d'autres raisons, comme les changements technologiques, a souligné Marion Jensen. La meilleure façon de venir en aide

aux uns comme aux autres devrait donc être la même: leur assurer un revenu minimum vital en cas de chômage ou encore les aider à se reclasser par des programmes de formation adéquats.

Dans ce cas, comme dans celui de l'amélioration générale des conditions de vie des travailleurs, la solution passe d'abord et avant tout par une volonté du gouvernement de faire de ces questions une priorité, bien plus que par l'imposition de contraintes et de sanctions par les traités commerciaux, ont noté plus d'un participant au colloque. On convient cependant qu'une aide financière et technique aux gouvernements et

aux acteurs de la société civile ne nuirait pas.

«Je peux vous dire que les accords parallèles sur le travail que nous avons signés avec le Canada et les États-Unis ont eu bien peu à voir avec l'amélioration de la situation des travailleurs ces dernières années dans notre pays. Elle est plutôt venue de l'apparition d'une volonté politique de changer les choses», a expliqué le négociateur commercial chilien Pablo Lazo.

Ces accords parallèles ont quand même été utiles en établissant des bases de comparaison et des mécanismes de collaboration, a-t-il ajouté. L'expérience a tellement été positive que le Chili réclame aujourd'hui à son tour l'introduction de clauses sur le travail dans les traités commerciaux qu'il négocie avec des pays du Nord comme du Sud.

Le Devoir

Directeur (trice) et professeur (e)

Le Département d'administration de la santé de la Faculté de médecine conjointement avec l'École de santé publique de l'Université de Montréal sont à la recherche d'un professeur agrégé ou titulaire, ayant un diplôme de doctorat (Ph.D) dans un domaine relié à l'organisation des soins et des services de santé.

Date limite de présentation des dossiers
 15 mai 2009

Entrée en fonction
 Trimestre Automne 2009

Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site web : www.med.umontreal.ca

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse en priorité aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. L'Université souscrit aux principes d'accès à l'égalité en emploi et invite les femmes, les membres des minorités visibles et ethniques, les personnes handicapées et les autochtones à poser leur candidature.


 Université
 de Montréal

ELMWOOD SCHOOL
 Directeur adjoint ou directrice adjointe



Elmwood School cherche un directeur adjoint ou une directrice adjointe dynamique, inspirant, ambitieux et intéressé à travailler en collaboration pour assurer la saine direction quotidienne de notre école moyenne et indépendante exclusivement pour filles. Le candidat retenu doit avoir une feuille de route exceptionnelle en leadership de l'enseignement et des programmes d'enseignement, doit posséder d'excellentes habiletés en communication interpersonnelle et en communication et doit avoir un diplôme d'études supérieures et de l'expérience dans une école qui offre le programme du baccalauréat international. Le poste offre des possibilités exceptionnelles à un éducateur de succès qui a de l'énergie, une vision et la capacité de motiver, d'inspirer et de mettre au défi le personnel et les élèves. Le bilinguisme et une expérience des écoles indépendantes, ainsi que d'excellentes compétences en technologies de l'information et de la communication, sont des atouts.

En plus d'offrir un excellent milieu de travail, Elmwood offre un salaire et des avantages sociaux concurrentiels, y compris le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Pour plus de renseignements, veuillez visiter le site elmwood.ca/careers.

Si vous avez les compétences requises et si cette possibilité stimulante vous intéresse, veuillez envoyer une lettre d'accompagnement, ainsi que les attestations d'études et les références, d'ici le 8 mai 2009 à Melanie D'Alessio, adjointe administrative du directeur, Elmwood School, 261 Buena Vista Road, Ottawa, ON, K1M 0V9. Courriel: hr@elmwood.on.ca.

Nous remercions toutes les personnes qui présenteront une demande, cependant, nous communiquerons uniquement avec les personnes choisies pour l'étape de sélection suivante.

CARNEY

SUITE DE LA PAGE B 1

de reprise pour l'an prochain. Dans ce contexte, l'assouplissement monétaire, qui a pris la forme d'un recul de 425 points de base du taux cible à un jour depuis décembre 2007, est l'orientation qui convient pour que l'économie se remette à tourner à plein régime. Dans l'intervalle, le taux cible a été ramené à 0,25 %, soit à sa valeur plancher, ce plongeant à un taux historique étant accompagné d'un engagement à le maintenir à ce niveau jusqu'à la fin de juin 2010.

Mais l'incertitude étant à ce point élevée, «si une impulsion additionnelle se révélait nécessaire, la Banque conserve une flexibilité considérable dans la conduite de la politique monétaire en contexte de bas taux d'intérêt». La banque centrale entrerait alors dans une zone qui lui est inconnue en recourant à des méthodes non conventionnelles. L'assouplissement quantitatif consisterait alors à acheter des actifs financiers en les finançant par la création de réserves. Ou à procéder directement, sous la forme d'achats ciblés d'actifs privés, a expliqué le gouverneur. Mais, insiste-t-il, si elle doit recourir à la non-orthodoxie, la banque centrale «le ferait de façon mûrement réfléchi et en s'appuyant sur des principes». Elle agirait «prudemment, en limitant les risques liés à son bilan et en veillant à se désengager de ces stratégies au rythme approprié».

Pour l'heure, la dernière cible révisée de la Banque du Canada prévoit un recul du PIB canadien de 3 % cette année. «La croissance reprendra à l'automne et s'accélénera pour atteindre 2,5 % en 2010 et 4,7 % en 2011», peut-on lire dans la déclaration de M. Carney.

Le Devoir